	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

Groupement Hospitalier de Territoire du
Tarn du Revélois et du Saint-Ponais - Cœur d'Occitanie
Établissement Support et Pouvoir Adjudicateur

Centre Hospitalier d'Albi
 22 Boulevard Sibille
81013 Albi Cedex 9

Etablissements Bénéficiaires


Centre Hospitalier d'Albi – Centre Hospitalier de Graulhet 22 Boulevard Sibille 81013 Albi Cedex 9	19, rue du Docteur Bastié 81300 Graulhet
--	--

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
 COURANTES ET DE SERVICES D'ASSURANCES

Construction et restructuration de l'Etablissement


Projet N° 1 - **Site d'Albi**
 Projet N° 2 - **Site de Graulhet**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

SOMMAIRE

DESCRIPTIF DE CHAQUE OPERATION DE CONTRUCTION	3
OUVRAGES A ASSURER	3
LOTS N° 1 et 2 - ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE -	5
ARTICLE 1 : OBJET DE LA GARANTIE	5
1.1 Nature des garanties relatives au contrat dommages-ouvrage	5
1.2 Garantie des dommages aux ouvrages existants techniquement indivisibles	5
ARTICLE 2 : TRAVAUX DE TECHNIQUE COURANTE	6
ARTICLE 3 : MONTANT DE LA GARANTIE LEGALE	6
ARTICLE 4 : GARANTIES COMPLÉMENTAIRES	7
4.1 Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement	7
4.2 Garantie des dommages aux ouvrages existants consecutifs aux travaux neufs	7
4.3 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception	8
ARTICLE 5 : MONTANTS DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES	8
ARTICLE 6 : RECONSTITUTION DES GARANTIES	8
ARTICLE 7 : ASSIETTE DE PRIME	9
ARTICLE 8 : AGGRAVATION DU RISQUE	9
ARTICLE 9 : ABBROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE	9
ARTICLE 10 : GESTION DES SINISTRES	9
ARTICLE 10 : TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ	11
- CONVENTION -	11

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

DESCRIPTIF DE CHAQUE OPERATION DE CONTRUCTION

Deux opérations de constructions ont été lancées par le Centre Hospitalier d'Albi et le Centre Hospitalier de Graulhet. Ces opérations sont en cours de réalisation en simultané sur 2 sites d'exploitation distincts.

Le 1^{er} chantier sur le site du Centre Hospitalier d'ALBI consiste en la **Réhabilitation de l'internat 31 Studios et Rénovation du Foyer des Internes**. **PC 081 004 24 X0037 Délivré le : 02/07/2024**

Le 2^{ème} chantier sur le site du Centre Hospitalier de GRAULHET consiste au **Remplacement de la toiture suite à sinistre**. **DAT 081 10324 T0010 Délivré le : 25/09/2024**

OUVRAGES A ASSURER

PLANNING de l'OPERATION :

Il vous est recommandé de vous reporter dans chaque questionnaire joint. Si nécessaire, vous pouvez demander la mise à jour du dernier planning.

COÛT DE L'OPERATION : TRAVAUX sur site N° 1 Site d'ALBI

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux sur le site de Nay est de **4 630 000 € TTC**.


Construction neuve pour une superficie de **418 M²**.

Montant des travaux tous corps d'état T.T.C. 4.078.800 € TTC

Montant des honoraires T.T.C. 551.200 € TTC

(Architecte et/ou bureau d'étude et/ou ingénieur conseil Et/ou Contrôleur Technique).

Montant intégré à l'assiette	
Montant Total des Travaux	4.078.800 €
Honoraires Maîtrise d'œuvre	398.239 €
Honoraires du bureau de contrôle technique	17.910 €
Honoraires coordonnateur SPS	14.850 €
Honoraires OPC	46.764 €
Honoraires coordonnateur SSI	Sans Objet 0 €
Honoraires des géotechniciens	36.000 €
Honoraires du contrôleur d'opération	Sans objet
DONT Travaux exclus de l'assiette	
Equipements à usage professionnel (ex : équipements de cuisine)	1200€
Démolition et désamiantage	295 000€
Mobilier	0€
Espaces verts et éclairages	74 000€
Terrassements généraux	204 00€

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

NATURE DES MISSIONS CONFIEES :

La mission confiée par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique est du type :

L+ LE + SEI +Hand + Lp + Pha + Th + VIEL + Pv + Av + BRD+ F + GTB + HYSa) attestation handicapés conforme à l'article 4-2-2 de la norme NF P 03-100 relative à :

- La solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables
- La solidité des existants
- La sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et l'application du décret 62 1454 du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs
- La prévention des aléas de fonctionnement des installations
- L'accessibilité des personnes handicapées.

PRINCIPAUX INTERVENANTS :

Voir fichier dénommé « Attestations Assurances 2025 »

COÛT DE L'OPERATION : TRAVAUX sur site N° 2 Site de GRAULHET

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux sur le site de Nay est de **1 782 287 € TTC**.

Construction réaménagée pour une superficie de **4 260 M²**.

Montant des travaux tous corps d'état T.T.C. 1 613 000 € TTC

Montant des honoraires T.T.C. 169 287 € TTC

(Architecte et/ou bureau d'étude et/ou ingénieur conseil Et/ou Contrôleur Technique).

Montant intégré à l'assiette	
Montant Total des Travaux	1.613.000€
Honoraires Maîtrise d'œuvre	169.287€
Honoraires du bureau de contrôle technique	12.000€
Honoraires coordonnateur SPS	12.000€
Honoraires OPC	8.468€
Honoraires coordonnateur SSI	1.694 €

NATURE DES MISSIONS CONFIEES :

La mission confiée par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique est du type : **L + LE +SEI**

- La solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables,
- La solidité des existants,
- La sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et l'application du décret 62 1454 du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs


NATURE DES GARANTIES DEMANDEES :

LOT N° 1 : DOMMAGES OUVRAGE – Site d'ALBI

LOT N° 3 : DOMMAGES OUVRAGE – Site de GRAULHET

PRISE D'EFFET DES GARANTIES :

A compter des dates de réceptions de chaque ouvrage.

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

LOTS N° 1 et 2 - ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE -

ARTICLE 1 : OBJET DE LA GARANTIE

1.1 Nature des garanties relatives au contrat dommages-ouvrage

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité au bénéfice du maître de l'ouvrage et ou des propriétaires successifs, le paiement des travaux de réparations de l'ouvrage ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et/ou qui en deviennent techniquement indivisibles, conformément aux **articles L-242-1 et R-243-2** du Code des Assurances et des textes d'application et des clauses du A-243-1 de l'annexe II du même Code.

La garantie couvre le paiement des travaux de réparation les dommages de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'**article 1792-1 du Code Civil** ; les fabricants, les fournisseurs, le contrôleur technique etc..., y compris résultat d'un vice du sol et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction,
- Affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement et les rendent impropres à leur destination,
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipements indissociable des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert au sens de l'**article 1792.2 du Code Civil**.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires et plus généralement toutes les conséquences des dommages.

Point de départ et durée de la garantie :

La période de garantie commence, sous réserve des dispositions ci-dessous, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'**article 1792.6 du Code Civil**, faisant suite à la réception des ouvrages. Elle prend fin à l'expiration d'une durée de **DIX ANS** à compter de la réception.

Toutefois, la garantie reste acquise :

AVANT RECEPTION

Lorsqu'après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.

APRES RECEPTION

Avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil, lorsqu'après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de 90 jours son obligation de réparer.


RECEPTIONS PARTIELLES

Les ouvrages constituant ces opérations immobilières feront l'objet de réceptions partielles comme précisé dans le Dossier Technique. Il existera donc des dates de réceptions conformément au planning de l'opération.

1.2 Garantie des dommages aux ouvrages existants techniquement indivisibles

Compte-tenu de la nature des opérations, le Contrôleur Technique s'est vu confier une mission LE relative à la solidité des existants, **La garantie de base devra être obligatoirement être complétée par une extension de garanties aux dits existants** dans les conditions suivantes :

La garantie dommages aux existants est exclusive de l'obligation d'assurance applicable aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier et qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles (Art. L 243-1-1-II du Code des Assurances). Par existants, il faut entendre les parties anciennes d'une construction existantes à l'ouverture du chantier, sur, sous ou dans lesquelles sont exécutés les travaux.

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

ARTICLE 2 : TRAVAUX DE TECHNIQUE COURANTE

Le Maître d'Ouvrage déclare que les travaux réalisés sur l'opération assurée sont de technique courante.

Outre les travaux traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date, sont considérés comme étant de technique courant les ouvrages répondant aux caractéristiques suivantes :

- Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF, DTU ou NF, EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P
- Travaux de construction conformes au C.C.T.G. et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de Travaux Publics,
- Procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (Atec), valides et non mis en observation par la C2P.
- Procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du Code Civil) d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable.
- Les règles professionnelles acceptées par la C2P (**Commission Prévention Produits** mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnels acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA GARANTIE LEGALE

GARANTIE LEGALE :

La garantie couvre **le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages** (y compris les ouvrages de Génie Civil) de l'opération de construction endommagée suite à sinistre.

Toutefois, la garantie est **limitée au montant du coût total de construction définitif (toutes taxes comprises)**. Ce montant est revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

AVANT RECEPTION

Le montant de la garantie correspond au coût total de construction prévisionnel déclaré à la souscription et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription et la date de réparation du sinistre dans la limite du coût total des travaux effectivement réalisés au jour du sinistre.


APRES RECEPTION

Si le sinistre intervient **avant la date de déclaration du coût total de la construction** : Le montant de la garantie correspond au coût total de la construction prévisionnel déclaré à la souscription et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription et la date de réparation du sinistre.

Si le sinistre intervient **entre la date de réception et la date de déclaration du coût total définitif** de la construction, le montant de la garantie est limité au coût total prévisionnel de la construction déclaré à la souscription et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de souscription et la date de réparation du sinistre.

Si le sinistre intervient **entre la date de déclaration de l'estimation prévisionnelle et celle de la date de déclaration du coût total de la construction, si ce coût ne peut être établi** : Le montant de la garantie correspond au coût total prévu par l'estimation prévisionnelle, revalorisé suivant l'évolution de l'indice entre la date de réception et la date de réparation du sinistre.

Si le sinistre survient **après la date de déclaration du coût total définitif de construction et pendant toute la**

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

durée de la garantie, le montant de la garantie est fixé au coût total de construction définitif. Il est revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT01 entre la date de réception et la date de réparation du sinistre.

Le montant de la présente garantie sera automatiquement réduit des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ce montant pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, et sous réserve de l'accord de l'Assureur, le montant de la garantie pourra être reconstitué sur demande de l'Assuré ou de toute personne ayant intérêt à la conservation de la construction sous la double condition que :

- La demande soit formulée au plus tard dans les **deux mois** qui suivent la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité et que
- Le Maître d'Ouvrage verse la cotisation supplémentaire dont le montant sera fixé par avenant.

ARTICLE 4 : GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

4.1 Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement

Le contrat garantit au bénéfice du maître d'ouvrage le paiement des travaux de réparations des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code civil, lorsqu'ils rendent les éléments d'équipements inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Il s'agit de menus ouvrages qui sont les éléments du bâtiment autres que les gros ouvrages, façonnés, fabriqués ou installés par l'entrepreneur. (Article R.111-27 du Code de la Construction et de l'Habitation)

Ces éléments comprennent notamment :

- Les canalisations, radiateurs, tuyauteries, conduites, gaines et revêtements de toutes sortes autres que ceux constituant de gros ouvrages ;
- Les éléments mobiles nécessaires au clos et au couvert tels que portes, fenêtres, persiennes et volets.

Les frais de dépose, démontage et remontage éventuellement nécessaires à la réparation des dommages sont garantis.

Point de départ et durée de la garantie :

Le point de départ de la garantie de bon fonctionnement est constitué par la réception de l'ouvrage pour une durée de 2 ans.

4.2 Garantie des dommages aux ouvrages existants consécutifs aux travaux neufs

Compte-tenu de la nature des opérations, le Contrôleur Technique s'est vu confier une mission LE relative à la solidité des existants, La garantie de base devra être obligatoirement complétée par une extension de garanties aux dits existants dans les conditions suivantes :


La garantie dommages aux existants est exclusive de l'obligation d'assurance applicable aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier et qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles (Art. L 243-1-1-II du Code des Assurances).

Point de départ, durée et montant de la garantie :

La période de garantie commence au jour de chaque réception de chaque ouvrage et finit à la même date que la garantie principale. Les garanties sont accordées à concurrence des montants épuisables pour la durée des garanties tels que définis dans l'acte d'engagement. La garantie pourra être reconstituée après sinistre à la demande de l'assuré ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction.

Dommages en répercussion :

La garantie s'applique également aux dommages de nature décennale subis par les ouvrages réalisés et assurés, lorsqu'ils ont pour origine des désordres de même nature survenus aux existants dans un délai de 10 ans à compter de la date de réception de ce dernier.

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

4.3 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

L'assurance garantit les dommages immatériels consécutifs subis par le propriétaire de la construction et/ou les occupants et résultant directement d'un dommage survenu après réception et garanti en vertu des articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code civil.

La durée de la garantie est la même que celle de la garantie principale auxquels sont rattachés les dommages immatériels lorsqu'ils sont consécutifs à la mise en jeu de la garantie obligatoire ou de la garantie des dommages subis par les existants et 2 ans lorsqu'ils sont consécutifs à la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement.

Point de départ et durée de la garantie :

La période de garantie commence au jour de chaque réception et finit à la même date que la garantie principale à laquelle est liée.

CLAUSES TYPES, EXCLUSIONS :

Conformément aux clauses types, le contrat d'assurance, objet de la présente consultation sera soumis à l'application de l'article A 243-1, Annexe II du Code des Assurances. L'Assureur devra donc adjoindre aux conditions particulières du contrat, les Conventions Spéciales et/ou Conditions Générales reprenant lesdites clauses types.

Les exclusions sont celles prévues à l'annexe I article A 243-1 du Code des Assurances. Ainsi, les garanties du contrat ne s'appliquent pas aux dommages résultant exclusivement du fait intentionnel ou du dol de l'Assuré ; des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage normal ; d'une cause étrangère. Toutefois, les Conditions particulières du présent document prévaudront pour tout ce qu'elles ont de contraire et/ou de plus favorables sur les Conditions de l'Assureur, SAUF réserves identifiées dans l'article 2 de l'acte d'engagement intitulée « Observations ou réserves ».

La garantie 4.1 de bon fonctionnement ne s'applique pas aux travaux ayant fait l'objet de réserves sur le procès-verbal de réception. Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement si, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de 90 Jours, son obligation de réparer.

ARTICLE 5 : MONTANTS DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES

Garanties complémentaires pour les lots N° 1 et 3 à concurrence de :

Bon fonctionnement des éléments d'équipements :	10% du coût de la construction
Dommages aux existants :	10% du coût de la construction
Dommages immatériels consécutifs après réception :	15% du coût de la construction pour ALBI
Dommages immatériels consécutifs après réception :	20% du coût de la construction pour GRAULHET


Les montants de capitaux ci-dessus sont épuisables jusqu'au terme des garanties.

Franchise : **Suivant la solution retenue : SANS FRANCHISE Offre de base – 5 000 € en variante**

ARTICLE 6 : RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants de garanties définies aux présentes Conditions Particulières seront réduits de plein droit, après sinistre, du montant des indemnités correspondantes, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande de l'Etablissement ou de toute personne ayant un intérêt de conservation de la construction, sous condition du versement d'une prime complémentaire dont le montant sera fixé par avenant.

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai de 3 mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction de l'indemnité.

Il est convenu que :

- L'Assureur s'engage à informer l'Assuré de l'épuisement des garanties.
- L'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article **L.121-5 du Code des Assurances** en cas de non-reconstitution de l'un ou des montants de garanties.

Cette demande sera formulée par le Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : ASSIETTE DE PRIME

La prime : La prime est fixée par application d'un taux H.T. sur l'assiette de prime, auxquels s'ajoutent les frais et taxes en vigueur.

L'assiette de prime: L'assiette de prime est calculée sur la base du **montant T.T.C. des travaux** multiplié par un taux en pourcentage. **Sont exclus de l'assiette de prime et des garanties, les travaux de démolition, les fluides médicaux et la signalétique** (y compris les espaces verts, le mobilier, les agencements et les équipements professionnels), augmentée du montant des honoraires des architectes, B.E.T. et contrôleurs techniques, à l'exception des honoraires du coordonnateur S.P.S.

Echéancier : La prime provisionnelle sera appelée en totalité 2 mois à compter de la date de notification du marché. La prime de régularisation sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux. Pour permettre le calcul définitif de la prime de régularisation, l'assuré fournira à l'Assureur les pièces justificatives suivantes :

- La déclaration de fin de travaux avec le montant définitif des travaux,
- Le rapport final du contrôleur technique,
- Les procès-verbaux de réception et éventuellement les certificats de levées des réserves.

ARTICLE 8 : AGGRAVATION DU RISQUE

Par application de l'article L 113-4 du Code des assurances, toute augmentation de l'assiette de cotisation inférieure à 15 % ne pourra pas être considérée comme une aggravation du risque.

L'augmentation ou la réduction de la durée des travaux (**inférieure ou égale à trois mois**) ne pourra également et en aucun cas être considérée comme une aggravation du risque.


ARTICLE 9 : ABBROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE

Dès lors que l'assuré s'engage à communiquer à l'assureur le montant total et définitif des travaux, il est expressément convenu que les dispositions de l'article L 121-5 ne pourront être invoquées à son encontre.

ARTICLE 10 : GESTION DES SINISTRES

Déclaration

L'assureur et/ou son Intermédiaire n'interviendra dans l'instruction d'un sinistre qu'au jour où il aura reçu une déclaration de sinistre. Celle-ci sera établie par courrier (RAR, télécopie) ou email dans les 5 jours suivant la prise de connaissance du sinistre.

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

Les déclarations de sinistres comporteront les éléments suivants :

- Le numéro de contrat d'assurance et le cas échéant celui de l'avenant,
- Le nom du propriétaire de la construction endommagée,
- La date de réception ou à défaut la date de la première occupation des locaux,
- La date d'apparition des dommages,
- La localisation des dommages,
- La date d'ouverture du chantier ou début des travaux.

La réception de la déclaration est le point de départ des délais que l'assureur devra respecter.

Il aura alors :

- 15 jours pour refuser le sinistre.
- 60 jours pour notifier à l'Etablissement sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties prévues par le contrat.
- 90 jours pour formuler une offre de paiement des travaux de réparations.
- 135 jours en cas de difficultés techniques.

Si l'assureur décide de ne pas missionner un expert et notifie son offre d'indemnisation ou bien si l'assureur refuse la prise en charge du sinistre, le maître d'ouvrage peut contester la décision de l'assureur et obtenir alors la désignation d'un expert par ledit assureur.

L'expertise

L'assureur désigne son expert Dommages Ouvrage et notifie son choix au Maître d'Ouvrage. L'expert peut être récusé par le Maître d'Ouvrage dans les huit jours de sa désignation. Le délai d'instruction et de règlement du sinistre sera alors augmenté de 10 jours. En cas de seconde récusation par le Maître d'Ouvrage, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés. Le délai d'instruction sera alors majoré de 30 jours. L'expert désigné devra établir deux rapports.

Le rapport préliminaire

Il est établi à l'issue de la première visite de l'expert sur les lieux du sinistre. Il permet à l'assureur de prendre position sur l'existence de sa garantie tant au niveau des dommages que des mesures conservatoires prises ou à prendre. Dans un délai maximum de 60 jours à compter de la réception de la déclaration du sinistre, l'Assureur au vu du rapport préliminaire établi par l'expert et préalablement communiqué au Maître d'Ouvrage au moment du sinistre, notifie par courrier RAR au Maître d'Ouvrage sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties. **Toute décision négative de l'Assureur ayant pour objet de rejeter la demande d'indemnisation doit être expressément motivée.**

Si la position de l'assureur est positive, la notification de sa décision comportera le montant de dépenses correspondantes aux mesures de sauvegarde nécessaires à la non aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses que le Maître d'ouvrage aura déjà engagées à ce titre.


Si l'assureur ne notifie pas sa décision dans le délai de 60 jours, sur simple notification adressée à l'Assureur par écrit, le Maître d'ouvrage est autorisé à engager les dépenses correspondant aux mesures de sauvegarde dans la limite de l'estimation de l'expert. Si le Maître d'ouvrage n'a reçu ni la notification de l'Assureur, ni le rapport préliminaire, ces dépenses peuvent être réalisées dans la limite de la propre estimation du Maître d'ouvrage.

Détermination de l'indemnité :

Dans un délai maximum de 90 jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'Assureur au vu du rapport d'expertise préalablement communiqué au Maître d'ouvrage, notifie par courrier RAR au Maître d'Ouvrage l'offre d'indemnisation définitive destinée au paiement des travaux.

Elle comprend outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux tels qu'honoraires, essais, analyses ainsi que les taxes applicables.

Elle doit faire l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon l'indice stipulé dans les Conditions Générales du contrat.

	CENTRE HOSPITALIER D'ALBI	Direction des Achats
	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) Marché passé selon une PROCÉDURE ADAPTEE OUVERTE M.A.P.A. en application des articles L.2123-1 , R.2123-1 du Code de la Commande Publique	

Cas particuliers :

En cas de sinistre particulièrement complexe, ou si l'importance singulière du sinistre ne permet pas à l'expert d'établir son rapport, l'Assureur peut demander au Maître d'ouvrage de reporter son offre définitive d'indemnité à 135 jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre.

Toutefois, ce report est subordonné à trois conditions cumulatives :

- L'assureur doit avoir accepté le principe des garanties du contrat dans un délai de 60 jours.
- Sa demande de report doit être motivé et fondée sur des considérations d'ordre technique.
- L'assureur doit posséder l'accord écrit du Maître d'Ouvrage pour sa demande de report.

Paielement de l'indemnité :

Lorsque le Maître d'ouvrage a accepté l'offre d'indemnisation de l'assureur, ce dernier a un délai de 15 jours pour effectuer le règlement définitif. **L'indemnisation des sinistres s'effectuera TVA comprise.**

Si le Maître d'ouvrage conteste l'offre d'indemnisation, il dispose d'un délai de 15 jours pour le notifier à l'assureur. Ce refus n'empêche pas le Maître d'ouvrage de percevoir de l'assureur une avance au moins égale à 50% du montant de l'indemnité. A défaut de versement de cette avance par l'Assureur dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier de désaccord, le Maître d'Ouvrage est autorisé à engager les dépenses pour réaliser les travaux de réparation dans la limite de la proposition de l'Assureur.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à autoriser l'Assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

Si l'Assureur ne respecte pas les délais de 60 jours ou de 90 jours, ou s'il propose une indemnité d'un montant manifestement insuffisant, le Maître d'Ouvrage, engagera les dépenses nécessaires à la réparation des dommages, après notification faite à l'Assureur. L'indemnité versée par l'Assureur sera alors majorée de plein droit d'un intérêt égale au double de l'intérêt légal.

ARTICLE 10 : TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

En cas de transfert de propriété, le nouveau propriétaire devient bénéficiaire des garanties du présent contrat.

- CONVENTION -

Par dérogation aux Conditions Générales, Conventions Spéciales ou de tout autre document :

- L'Assureur ou son Intermédiaire s'engage à **recupérer OU aider le Maître d'Ouvrage à récupérer toutes les attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle et de Responsabilité Civile décennale des constructeurs** à compter de la date de notification du marché.
- L'Assureur ou son intermédiaire s'engage à **procéder à la vérification attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle et de Responsabilité Civile décennale des constructeurs** dans les meilleurs délais et devra informer l'Etablissement des anomalies constatées.
- L'Assureur ou son intermédiaire devra **tenir à disposition de l'expert les dossiers techniques** qu'il aura constitué.
- Le délai de déclaration du coût total définitif de la construction est porté à **12 mois à compter de la date de réception des travaux.**
- Il est entendu que les garanties Incendie, explosion, chute de la foudre... ne seront plus acquises aux Assurés qu'après réception, **l'ouvrage devant être couvert par une police Incendie et risques annexes à la charge du Maître d'Ouvrage pendant la durée des travaux.**